



Déclaration de la FSU à l'issue des élections professionnelles dans la fonction publique

Mme la rectrice, M le secrétaire général, M le directeur des ressources humaines,

« C'est moi ou le chaos » déclarait le président de la République au moment de son élection. Désormais, nous avons les deux. Sa responsabilité est grande dans les événements qui secouent le pays.

Si la colère qui s'exprime en France est soudaine, ses causes sont bien connues, les corps intermédiaires ont alerté depuis bien longtemps. La FSU n'a eu de cesse de les dénoncer et de faire des propositions pour une véritable alternative économique, sociale et environnementale.

Las, les gouvernements se succèdent, les politiques inégalitaires restent.

Celles-ci se sont singulièrement renforcées sous l'actuelle mandature. Fin de l'ISF, casse du droit du travail, contrôle accru sur les chômeurs montrés du doigt tandis que les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises se multiplient et là sans aucun contrôle, démantèlement des services publics, tout cela nourrit le terreau bien riche déjà des inégalités sociales qui s'accroissent et profitent exclusivement à la caste des « premiers de cordées ».

La fonction publique, et ses agents, sont particulièrement malmenés, et le gouvernement là encore en porte la grave responsabilité, oubliant que la fonction publique est souvent le seul bien des gens « qui ne sont rien » pour le président, mais que les fonctionnaires accompagnent avec fierté chaque jour. Volonté de développer le recours aux contractuels, gel du point d'indice, attaques contre le dialogue social, diminution du nombre de sièges dans les commissions paritaires, tout cela montre que le gouvernement ne comprend rien, n'entend rien, et surtout ne veut rien entendre.

A ce sujet, le scandale de la gestion de ces élections professionnelles est là pour le prouver. Le gouvernement se fiche comme d'une guigne des syndicats et des instances de dialogue social. Il devrait pourtant prendre garde : à mépriser trop, c'est le chaos qui gagne, les événements actuels en sont la triste démonstration. Notre ministère s'est ainsi singulièrement illustré :

- des écoles entières et des établissements n'ont jamais reçu de notices de vote

- de nombreuses notices de vote ne sont jamais arrivées à bon port faute de suivi du ministère
- notices de vote impossible à gratter
- adresses mails professionnelles non reconnues par le système de vote
- site de vote inaccessible le premier jour, impossibilité de voter au CTM le deuxième jour
- délais déraisonnables de réception du mail d'activation de l'espace électeur et ce, pendant plus de quatre jours
- messagerie académique inaccessible mardi 4 décembre en soirée
- des combinaisons d'identifiants de vote et de mot de passe qui ne fonctionnaient pas
- liste des espaces électoraux difficilement accessible
- et pour finir les espaces électoraux prévus ce jeudi 6 décembre n'ont pas été mis en place dans tous les établissements ou l'ont parfois été dans des conditions inacceptables.

Tout n'a donc pas été mis en œuvre, bien loin s'en faut, pour que les collègues puissent voter. Le ministre en porte la responsabilité.

Dans l'éducation, et particulièrement concernant la réforme du bac, du lycée et de l'orientation, les lycéens se mettent en mouvement. Oui, les lycéens ont raison quand ils dénoncent parcoursup. Oui, ils ont raison quand ils dénoncent la réforme du bac. Oui, ils ont encore raison quand ils dénoncent la réforme du lycée général. Oui, ils ont de nouveau raison quand ils dénoncent la réforme de la voie professionnelle. Oui, ils ont raison de s'élever contre la baisse du nombre d'enseignants, de CPE, d'administratifs dans les établissements. Oui, ils ont raison, parce qu'ils ont compris ce qui se cache sous ces réformes : le développement des inégalités.

La grève unitaire du 12/11 a montré l'inquiétude qui grandit chez les personnels. Le développement de la sélection à l'entrée à l'université, la réforme du bac où le développement du contrôle continu en fait un bac local et où l'évaluation permanente devient la règle, les inégalités générées par les enseignements de spécialité, la fin des dérogations liées aux options, tout cela inquiète dans les lycées. Cela est sans compter avec des programmes qui se découvrent, infaisables, des enseignements de spécialité sans enseignants formés pour...La réforme de la voie professionnelle qui conduit à baisser le volume horaire des enseignements généraux inquiète dans les lycées professionnels. La volonté de fermer des CIO ne peut que concourir à renforcer des inégalités sociales et territoriales déjà fortes. Ces réformes vont les aggraver.

Il serait temps, enfin, d'écouter ce que nous, représentants du personnel, avons à dire. Les personnels veulent travailler dans de bonnes conditions, voir leurs salaires augmenter, et faire réussir leurs élèves.